



Nouvelles de l'Interzone

Janvier 2011

www.ph7.ca/net22.htm



*Ça débute le 21 décembre 2010, un peu après minuit. Je viens de regarder le film *Frankenstein* de John Whale et me dirige vers l'extérieur pour célébrer, près d'un feu, le mariage entre la nuit la plus longue de l'année du solstice d'hiver et une éclipse de Lune. D'épais nuages envahissent le ciel, forçant mes yeux à plonger dans les flammes qui dansent délicatement près de moi. À cet instant, j'ai la vive impression que les éléments se regroupent pour que mon esprit se laisse emporter par une courte méditation que je me permets de partager avec vous. Des mots sur l'Ordre du Temple Solaire, la CIA, Gemplus, BPR et General Electric.*

La Lune glisse dans l'ombre de la Terre. Le feu brûle. Bon feu. Joli feu. Sa domestication a rendu possible l'éclosion de notre système économique par la fabrication de bien passant du pain aux glaives. Le monde a changé. Aujourd'hui, il consomme la planète, notre démocratie et notre chair au nom d'une création de richesse qui est devenue la grosse torche qui éclaire les ambitions d'un entrepreneuriat en repoussant les limites du permis avec l'aide de gouvernements pompiers sortant les boyaux de la propagande pour éteindre les brandons de la collusion. Le travail est gigantesque. De nombreux feux ont brûlé au Québec en 2010. Nous pouvons même anticiper le grand incendie qui transformera en cendre les acquis de la Révolution tranquille et facilitera la vente aux enchères d'Hydro Québec dans les prochaines années.

Parlons-en. En novembre dernier, j'ai eu quelques échanges avec l'auteur d'un texte publié sur Vigile qui soutenait que la vente de 49 % d'actions d'Hydro Québec pourrait nous soulager d'une partie du déficit québécois. Je sais que je devrais me taire et éviter d'accuser les membres de notre gouvernement d'agir contre nos intérêts. Ce gouvernement, même impopulaire, a tout de même obtenu une majorité parlementaire et n'a pas encore jeté ses opposants dans les flammes du bûcher des sacrifiés. Il faudrait aussi que je cesse de juger Nathalie Normandeau, son mentor John James Charest ou d'autres politiciens comme je l'ai fait dans les Nouvelles de l'Interzone précédents et Hommage à Pierre Duhamel. Je sais. Pour mieux attaquer l'année 2011, je dois fuir les chicanes d'obsédés qui s'enflamment aux moindres maux. Laisser le ciel s'ouvrir pour que les dindes et les tourtières descendent rejoindre les brebis double-crème pour me démontrer que la psilocybine qu'on a placée dans mon verre de Cahors est meilleure que le *Bye Bye 2010* pour me faire voir la vie en rose!

Malheureusement, je ressens un besoin viscéral d'écrire des âneries pour accompagner votre immersion dans cette année impaire. Moi, je trouve que l'idée de privatiser Hydro Québec, même partiellement, répond trop aux objectifs de la CIA. Mais encore, cette question me brûle les lèvres depuis le 31 décembre 1994: le Parti libéral du Québec (PLQ) travaille-t-il avec des consortiums économiques pour léguer Hydro Québec aux amis de la CIA? À cette date, je me laissais réchauffer l'esprit par les mots d'un proche d'une victime de l'Ordre du Temple Solaire (OTS), une société secrète qui avait marqué l'actualité en octobre de la même année pour cette raison: 53 membres s'étaient immolés. Et comme l'OTS se composait de quelques cadres et employés d'Hydro Québec, ces suicides (transformés en meurtres) avaient éclaboussé notre entreprise à tous, au point d'étaler publiquement, par le flambeau de médias populaires, l'idée de privatiser la société d'État. Mais encore, ce type m'affirmait qu'il croyait que l'OTS avait trafiqué de l'héroïne. Vérité ou mensonge? Quelques mois après, une affaire de blanchiment d'argent s'installait timidement dans l'actualité. Des investisseurs américains, proches de la CIA, auraient financé la construction de petites centrales hydroélectriques, avec le soutien du gouvernement libéral de Robert Bourassa.

Que pouvons-nous ajouter en 2011? Le dossier de l'OTS est un exemple de cet art de tout mêler sans rien prouver. Devant ce constat, nous pouvons soit admettre que les questions resteront sans réponses ou épier les moindres étincelles dans l'espoir de les transformer en lumière. Moi, une maudite tête brûlée, je préfère observer les escarbilles. Ce n'est pas que je veuille me mettre à dos la CIA et ses nombreux serviteurs. J'ai simplement une petite fixation sur l'argent. La CIA connaît bien l'art de la multiplier. À cette fin, elle prend les grands moyens en œuvrant dans l'économie mondiale par l'entremise de lobbyistes, d'organes médiatiques, de politiciens et de consortiums afin de posséder les

outils et biens qui lui assurent une protection efficace de l'hégémonie étasunienne. En m'inspirant du livre *Le nouveau rapport de la CIA* d'Alexandre Adler, j'ose même me mettre les mains dans le feu pour ajouter que les prévisions de croissance énergétique et de consommation d'eau, d'ici 2025, incitent l'oncle Sam à regarder le Québec de plus près et à soutenir l'idéologie néolibérale de groupes qui optent pour une propagande qui consiste à nous faire croire que nous serions plus riches et plus heureux, si nous décidions de vendre Hydro Québec et notre or bleu.

Gemplus

Malheureusement, lorsque l'oncle Sam nous regarde en espérant nous déposséder de nos biens, il ne le crie pas sur les toits. Cela veut dire que si nous croyons que nous devons avoir des preuves pour exprimer la crainte d'une prise de contrôle d'Hydro Québec par un consortium servant la CIA, nous risquons de nous taire. Devant cette réaction, d'anciens employés de Gemplus, une multinationale française devenue Gemalto en 2007, après être passée dans les mains de Axalto, pour se retrouver sous l'aile de la France en 2010, ajouteraient certainement que «celui qui se tait consent».

Gemplus, chef mondial des cartes à puces comprenant les empreintes digitales, les paramètres faciaux et servant à protéger les cartes de crédit, est tombé en 2002 dans les poches de la CIA. Voici la petite histoire de sa prise de contrôle. Entre 1988 et 1998, Gemplus connaît une croissance moyenne de 35 %. L'odeur du gain attire David Bonderman. Ce fondateur de Texas Pacific Group (TPG), un fonds d'investissement américain, maîtrise l'art de multiplier l'argent. En 1993, il achète Continental Airlines au prix de 66 millions \$ et la revend 700 millions à Northwest Airlines en 1998. En 1999, il communique avec Marc Lassus, le créateur de Gemplus, pour lui offrir de placer 550 millions d'euros dans l'entreprise en échange de 26 % des parts, le droit de nommer le P.D.G. et la majorité au conseil d'administration. Lassus accepte. Le feu de l'argent s'étend. En l'an 2000, le chiffre d'affaires de Gemplus est de 1,2 milliard d'euros.

Arrive janvier 2001. Marc Lassus accuse TPG de trahison et les flammes d'une appréhension de rapatriements de brevets vers les États-Unis chauffent l'humeur des services de renseignements français et des médias, alors qu'on s'interroge sur des rémunérations de cadres français provenant de versements occultes. Les responsables? Des proches de Lassus qui sont membres d'un groupe d'employés de Gemplus de Gémenos (région de Marseille) ayant formé le groupe Phœnix (oiseau de feu renaissant de ses cendres) pour espionner les activités suspectes de collègues américains voulant transférer la technologie française vers les États-Unis. Le feu allume la poudre. Lassus se fait cambrioler à plusieurs reprises. Il est sous filature et connaît des problèmes avec ses ordinateurs et téléphones alors que les éléments de Phœnix sont intimidés. Ne cherchons pas la CIA. L'agence de renseignement évite de brûler ses relations diplomatiques en recourant au service du KROLL, un sous-traitant qui utilise des détectives privés spécialisés dans les affaires.

En décembre 2002 s'amorcent le licenciement d'employés du groupe Phœnix et l'éjection de Marc Lassus de son poste par David Bonderman. Celui qui le remplace se nomme Alex Mandel. Il est un ancien administrateur de In-Q-Tel, un fond d'investissement de la CIA partenaire de «IatroQuest Corp» depuis 2004, «une PME montréalaise spécialiste dans l'ingénierie de biocapteurs servant à la détection d'agents biologiques et de molécules chimiques» (*Le Livre amer*). David Bonderman est aussi un proche de la CIA, l'ex-conseiller de Bill Clinton, celui qui occupe, avec son copain Mandel, un emploi au sein du BENS. Il ne s'agit pas du restaurant montréalais de viandes fumées, fermé en 2006. Ce BENS ne vend pas de gros cornichons et des sandwiches. Selon *l'Affaire Gemplus*, il représente l'acronyme du Business Executive for National Security, un groupe fondé par Stanley Weiss qui rassemble des hommes d'affaires au service de la CIA et du Pentagone.

L'affaire BPR

Nous le savons, ce genre de situation ne pourrait se produire au Québec. Pourtant, depuis 2010, BPR se laisse aussi réchauffer par les flammes de la CIA. La raison? Cette entreprise chérie du gouvernement Charest-Normandeau a vendu, en octobre 2010, ses activités d'ingénierie à Tetra Tech. En 1974, la division internationale de cette compagnie californienne avait en son sein James Critchfield, un ex-officier de la CIA ayant travaillé, dès 1948, avec son fondateur le nazi Reinhard Gehlen pour lutter contre le communisme. Un détail anodin, vous me dites. En 2011, Tetra Tech a aussi pour membre de son C.A. Albert E. Smith, un ancien agent de la CIA qui connaît bien les matières inflammables et l'argent volatil. De l'an 1999 à 2003, il fut le vice-président de Lockheed

Martin, «une multinationale liée aux mouvements suspects de titres boursiers dans les jours qui précèdent les attentats du 11 septembre 2001» (*Le Livre amer*).



James Critchfield avouait, en 1981, qu'il craignait que la CIA nuise à Boris Karloff (Frankenstein) en combattant le régime communiste.

Heureusement, Pierre Lavallée, le président de BPR, n'est pas du genre à se laisser enflammer par ces propos. Par la plume de Kathleen Lévesque du journal *Le Devoir*, nous apprenons que cette «association à Tetra Tech était la meilleure pour» BPR «et conséquemment» sa «clientèle». Devrions-nous le remercier pour son altruisme? Une partie importante du combustible de BPR provient des poches des contribuables. Après le scandale des compteurs d'eau qui a éclaboussé le maire de Montréal et ex-ministre libéral Gérald Tremblay, dans *Québec paie trop cher une usine d'eau potable* publié dans *Le Devoir* du 4 décembre 2009, toujours sous la plume de Kathleen Lévesque, il est mentionné que «le ministère des Affaires municipales du Québec a approuvé et subventionné une usine d'eau potable de BPR cinq fois trop grosse pour les besoins de la petite municipalité de Saint-Irénée, dans Charlevoix». Un «projet de 3,6 millions de dollars pour environ 400 habitants [...] financé à 95 % par Québec».

Le problème est de constater que les feux de joie des uns ressemblent souvent à des incendies pour d'autres. Pour Paul Lafleur et Pierre Boudreault, sa chaleur apporte assurément un confort bien mérité. C'est normal! Lafleur est «membre du C.A. du Domaine Forget», le «plus gros consommateur d'eau» de Saint-Irénée et «président du C.A. de la firme de génie-conseil BPR». Boudreault est le maire de Saint-Irénée qui a «été invité par BPR à un voyage de pêche de plusieurs jours, toutes dépenses payées, dans un chalet du lac Wilkin, non loin de La Tuque». Pour les 48 citoyens qui ont porté plainte à la ministre Nathalie Normandeau, c'est le constat que la torche de la liberté et des droits ne brûle plus pour eux. Le projet a non seulement eu lieu, mais les mots de M. Boudreault sont devenus brûlants d'arrogance et de mépris de la population: «L'usine n'est pas trop grosse puisque le ministère des Affaires municipales a accepté le projet, tout comme le ministère de l'Environnement [...] si eux l'ont accepté, pourquoi revenir à la charge avec ça? C'est quoi, une campagne de salissage? On en a assez de se faire poser des questions. Ça prend de l'énergie pour se défendre de tout ça».

Ça prend aussi beaucoup d'énergie au Québec pour faire bouger les bras de la Justice. Après de longs démêlés, en août 2010, trois employés de BPR sont victimes des sanctions de la part du commissaire au lobbyisme. Stephen Davidson, Annie Lefebvre et Francis Gagnon ne peuvent plus exercer leurs activités de lobbyisme pendant une période variant d'un à quatre mois. Une petite braise dans le feu de la justice puisque Stephen Davidson et Francis Gagnon agissent en secret en n'étant pas inscrits au registre. En février de la même année, Jean D'Amour, ex-président du PLQ et député libéral de Rivière-du-Loup, accepte de payer 500 \$ d'amende (un petit supplément de revenus pour un misérable) pour avoir exercé des activités de lobbyisme pour BPR un peu après qu'il eut occupé le poste de maire de Rivière-du-Loup. En tout, BPR aurait commis 84 infractions à la Loi sur le lobbyisme. Mais encore, malgré ces collusions qui touchent BPR, je me surprends de constater que le feu de l'entreprise ne cesse de s'étendre sur le Québec, avec l'aide du gouvernement Charest. En décembre 2010, il était maintenant question d'octroi de contrats de centrales hydroélectriques par la ministre Nathalie Normandeau sans aucun appel d'offres.

1961-2011: du général de Gaule à General Electric

Nathalie peut-elle faire la différence entre le général de Gaule et General Electric (GE)? Le premier est un politicien français ayant œuvré à la résistance contre les nazis et à l'éclosion de la Révolution tranquille par ses alliances avec le gouvernement de Jean Lesage, premier ministre du Québec élu au solstice d'été du 22 juin 1961. Le deuxième est une multinationale étasunienne, liée au groupe Carlyle, fonds de la CIA, dont les résistances sont des objets se retrouvant dans des circuits et qui, comme BPR, reçoit les bons soins du PLQ. Nous parlons principalement de turbines et de composantes électroniques de puissances, très dispendieuses, servant à la construction d'éoliennes. Par cet éclaircissement, elle devrait comprendre les dangers en 2011 de vivre dans un libre marché où s'achètent et se vendent des entreprises, souvent avec le consentement d'un gouvernement parlant «d'alignement des planètes» pour mandater ses choix en matière de développement économique?

En l'an 2000, GE tente de mettre la main sur Honeywell, le propriétaire de Tetra Tech entre 1982 et 1988. La Commission européenne bloque la transaction, une décision entérinée par la Cour-Européenne le 14 décembre 2005, à un moment où GE possède 4 % des actions de Gemplus après le coup fumant de la CIA. Nous ne pouvons prévoir quelle entreprise avalera Tetra Tech en 2011. Je constate seulement qu'où se retrouvent les amis et réseaux de GE, apparaissent John James Charest et le PLQ. L'économie d'abord! La baisse d'impôt de 2008 qui précède les réductions des services en 2011 calque la politique du gouvernement du président étasunien Ronald Reagan, homme qui s'est fait connaître des électeurs en animant le *GE Theater* du dimanche soir diffusé sur CBS entre 1954 et 1962 et qui a participé à des tournées de promotions de GE entre 1952 et 1962. Manipulation de l'opinion publique. Pour étendre les flammes de sa croissance, dans les années 50 GE utilise les services du plus grand maître d'œuvre de la manipulation de l'opinion publique. Son nom est Edward Bernays (1881-1995). Il a oeuvré pour la CIA afin de renverser le gouvernement du Guatemala en 1954 en réponse à une réforme agraire qui nuisait au marché de la banane de United Fruit, une entreprise étasunienne qui avait dans son C.A. Allen W. Dules, aussi directeur de la CIA. Ben praler la langue française pour la protectionner! L'État de John James se croise les bras devant l'anglicisation du Québec et impose la loi 115 en bâillonnant l'Assemblée. Le feu sauvage de l'amour lui assèche même les lèvres au point de lui commander le silence lorsque le 12 février 2004, Conan O'Brien, animateur étasunien de *Late Night with Conan O'Brien* de NBC, propriété de GE, traite les Québécois «d'insupportables» et de «bornés» et les invite à parler la langue de l'Amérique, l'anglais. L'international! John James devient le grand manitou de l'union entre le Canada et l'Union européenne. En 2009, il se permet même d'inviter les États-Unis à réfléchir aux avantages qu'ils pourraient retirer s'ils s'unissaient au Canada pour réaliser cette union. Notons enfin que ce rêve de réunir en un bloc financier l'Europe et l'Amérique naît des initiatives de Walter Bedell Smith, le patron de la CIA et Joseph Retinger, agent des services secrets britanniques et créateur du Congrès américain pour l'Europe uni (ACUE) le 29 mars 1949 afin d'intervenir à ce projet avec le soutien de cette confrérie d'individus qui joindra la CIA: Allen W. Dules, Thomas W. Braden et Willam J. Donovan. Pour GE, en 1992 l'entreprise s'intègre au Transatlantic policy network, un regroupement composé de Nestlé, Boeing, la Deutsche Bank et Honeywell qui opte pour la même union. En l'an 2009 cette fois, GE rejoint la Banque de développement du Canada, la Banque Mondiale, la Banque Royale, Bombardier, la Caisse de dépôt et placement, le Canadian Business, le FMI, GDF Suez (Gaz de France Suez), Génome Québec, Investissement Québec, le journal *La Presse*, Rio Tinto, la Société générale de financement et Hydro Québec au Forum économique international de Montréal pour nous demander de nous *adapter au Nouvel Ordre Mondial*.



Quatre bananes ayant survécu aux politiques agraires du Guatemala grâce aux interventions de la CIA.

Frankenstein est un monstre



Frankenstein se souvient, en sortant du Forum économique de Montréal de 2009, qu'il doit acheter du lait.

S'adapter au Nouvel Ordre Mondial (NOM)! Est-ce là l'objectif de tout ce chambardement qui dépossède le Québec? Cette union des nations, de cultures et de langues pour nous permettre de fabriquer un ordre planétaire meilleur, me rappelle Frankenstein. Comme le NOM, ce surhomme cadavérique rassemble, en une seule entité, différents membres provenant de macchabées. Un amas de chair stagnante qui reprend vie par le soutien du feu de la foudre pécuniaire, sans pour autant recevoir le don de communiquer ses passions et de cohabiter avec les citoyens du village global.

Frankenstein est vivant. Depuis 2003, le PLQ a besoin de démembrer le Québec pour se donner une raison d'exister. Muet. Il ne trouve pas les mots pour informer la population de ses intentions. Exploitation d'uranium, mine aurifère, pétrole, gaz de schiste... Après des territoires légués, les permis d'exploitations signés, nous sommes devant le travail accompli pendant que Total, entreprise française dont 50 % des actions sont détenues par Paul Desmarais, l'ami de notre premier ministre et de Nikola Sarkozy, réfléchit à l'acquisition de gazières ayant nid au Québec. Qu'en est-il de l'électricité?

Pendant que les contrats donnés à Tetra Tech sentent le brûlé, en juin 2010 Frankenstein grogne de toute sa force parlementaire pour imposer, par bâillon, la loi 100 qui nous oblige à éponger le déficit par une augmentation de la TVQ de 1 % dès le premier janvier, une franchise santé et une hausse de

15 % du bloc patrimonial du tarif d'électricité en vigueur entre 2014 et 2018 (2,79 à 3,79 cents le kWh), ce qui devrait se résumer par une majoration équivalente ou supérieure, avec l'objectif que ce dégel puisse atteindre la valeur marchande d'environ 8,5 cents le kWh, une majoration de 300 % que le monstre évite de livrer sa date d'échéance. Les amis de la CIA sont sûrement satisfaits de cette gestion ésotérique. La loi 100 est une occasion en or pour nous répéter ce vieux mantra reposant sur la logique implacable du néolibéralisme: si nous vendions Hydro Québec, le déficit diminuerait et nous n'aurions plus à payer des augmentations abusives imposées par notre gouvernement et serions ainsi plus riches.

Frankenstein doit se faire hypnotiser pour affronter la foule et se mouvoir sans attirer les regards. Devrions-nous aussi regarder la pendule se balancer devant nos yeux pour croire que tout se déroule normalement? En 2011, la propagande nous poussera à accepter l'inacceptable, au risque d'élever les collusions et la corruption au rang d'une nouvelle culture politique qui profitera au sacrifice de notre démocratie et nos droits sur le bûcher de l'économie. En 2011, plus qu'en 2010, nous devons nous protéger contre ses ingérences en côtoyant la méfiance. À cette fin, ne cherchons pas les flammes de la CIA qui lèchent Hydro Québec. Demandons-nous plutôt qui sont les gens dans notre gouvernement qui travaillent pour ce service de renseignement? Difficile de savoir. Le cerveau de Frankenstein provient du corps d'un criminel. Ainsi, ses maladresses et bêtises sont innées et ne risquent pas de se soigner par une enquête publique. Ce cerveau est aussi intelligent et capable de développer des stratégies. La principale consiste à jouer au pyromane pour ensuite nous vendre le calendrier des 10 propagandes de Sylvain Timsit paru dans Le Couac de décembre 2010. Épuiser la démocratie, la Justice et les groupes de citoyens qui revendiquent des droits, des moratoires et la vérité en multipliant les feux de scandales et de controverses afin de se présenter comme l'autorité qualifiée pour les éteindre.

Faire parler le feu

Nous devons maintenant nous poser cette question afin de ne pas mettre de côté les angoisses métaphysiques qui agitent mon âme. Comment va la vie spirituelle de Frankenstein? Que les monstres soient du Forum économique de Montréal, du Sommet de Davos, de l'IEDM, de la CIA ou du PLQ, ils ont tous un jour ou l'autre besoin de croire que quelque chose de grand, puissant et magique peut transformer les petites étincelles en lucratifs incendies. Pour y arriver, ils doivent faire parler le feu, car lorsque cet élément communique, il devient Dieu; l'Éternel prenant la forme d'un buisson-ardent pour communiquer avec Moïse.

Bonne nouvelle. Au Québec, le feu parle depuis le 6 septembre 1952 par le soutien d'une savante technique qui bombarde le phosphore dans un tube à vide à l'aide d'un feu électrique hypnotisant. Vous connaissez peut-être? Cet objet se nomme téléviseur. Sans sa multiplication, la Révolution tranquille de Jean Lesage n'aurait pas été possible pour nous sortir de la grande noirceur de Duplessis. Les monstres le savent. En décembre 2010, John James a accusé les médias d'être responsables d'une mauvaise interprétation de la réalité qui nuit à notre jugement. Ce qui veut dire que les journalistes d'enquêtes devraient faire moins de flammes. De mon côté, j'ai l'impression que 2011 sera une année de secousses qui affecteront la SRC via son épiceutre à Ottawa et que le feu qui parle continuera d'animer l'idée de privatiser Hydro Québec (Liberté Québec et l'IEDM) en prétextant le besoin de feu (argent) pour payer le déficit, jusqu'à ce que 2014 profite à cette fabrication du consentement de se départir d'Hydro Québec par les effets cumulatifs de la loi 100. Le feu continuera aussi à nous entretenir de cette droite sacrifiée aux flammes de la gauche du «Plateau-Mont-Royal», pour éviter de nous dire que le Québec de 2011 paye de plus en plus cher son refus de poursuivre la Révolution tranquille en devenant «maître chez soi». Que l'odeur de corruption provient non seulement des feux allumés par des fédéralistes, mais que John James, grand gourou des rassemblements de cimetières, est un éternel résigné aux ambitions d'un empire anglo-saxon portant l'essence d'une intolérance à la différence digne du nazisme de Golen, le fondateur de la CIA.

Crions à l'unisson «feu, feu, feu, joli feu», au nom de l'union canadienne. Argent. Argent. Argent. Joli argent. 2011 sentira la chair calcinée. Au bûcher étudiants, malades, travailleurs, personnes âgées et misérables. L'enfer enfin... La chaleur de la voix d'Étienne Daho donne des frissons et nous plonge dans une atmosphère lugubre. *Nous allons mourir pour renaître...* Non... Nous ne renaîtrons pas, car la mission du gouvernement Charest-Normandeau consiste à nous sacrifier pour nourrir l'oncle Sam et à éviter que le feu nous parle de ceux qui sont brûlés.

Heureusement, des flammes dansent encore pour nous. En décembre, l'IREC nous parlait d'un projet pour le mieux-être des Québécois. Un peu avant, le 20 novembre dernier, le cinéaste Robert Morin présentait ce foyer allumé par son briquet-caméra: *Le voleur vit en enfer* (1984) en première partie de *Petit pow! pow! Noël* (2005). Une œuvre allumée traitant du quotidien noir de résidents d'un quartier pauvre de Montréal qui livrait la communication comme solution ultime: une petite conversation entre Morin et l'énigmatique voisin du bas, à quelques pas d'un four où cuit une dinde de Noël. Ce n'était pas *L'Incendie* de Villeneuve. Seulement un petit feu de 400 \$ qui présente un monde que nous préférons fuir de nos yeux pour oublier que les grands cerveaux criminels se retrouvent un jour ou l'autre dans des paradis fiscaux, comme le précise cette autre oeuvre de Morin disponible en DVD pour la nouvelle année: *Papa à la chasse aux lagopèdes* (2008). Il y a aussi le docteur Faustroll. Cet ex-animateur de l'émission *Les Grands Brûlés* diffusée sur les ondes du 101,5 FM (CIBL), il y a quelques années, anime depuis septembre *Étincelles nocturnes* du jeudi au vendredi, de minuit à 3 heures. Dans un conte de Noël, il informait les auditeurs qu'une dame venait d'être immolée par son employeur, à quelques jours de Noël, après 33 mois de service. Cette personne n'est pas la seule à vivre cette situation, vous me dites? Ce qui frappe est qu'elle travaillait pour un groupe communautaire dont la raison d'être est le mieux-être des femmes.

C'est l'effet de la crise, nous lancerait John James. Heureusement, le docteur Henry Mintzberg est plus explicite. Présenté dans *Le Devoir* du 4 décembre par Éric Desrosiers, ce professeur à l'Université McGill de Montréal est «classé par le Wall Street Journal parmi les dix penseurs les plus influents dans le monde des affaires». Contrairement à John James, Mintzberg s'attaque au modèle étasunien en affirmant que les «principales causes de la grande récession qui vient de secouer le monde ne se trouvent pas dans des facteurs économiques, mais dans la façon dont les Américains ont géré leurs entreprises pendant des années». Il traite ici du feu de la «gestion de l'efficacité [...] des dirigeants de passage» décidant de troquer des emplois avec une croissance de la productivité et des ventes. Pour conséquence, les employeurs ont congédié des «employés en masse en pensant que ceux qui restaient pourraient continuer à faire le même travail». Les flammes générées par la course au profit se sont soldées par «une multiplication des cas d'épuisement professionnel chez les employés et de juteux bonus pour les dirigeants». Enfin, Henry Mintzberg ajoute que la «productivité est non seulement en train de détruire de grandes entreprises américaines, mais également son entrepreneurship légendaire» Que les «entreprises sont à leur meilleur quand des êtres humains engagés travaillent ensemble dans des relations de collaboration, de respect et la confiance. Détruisez ces conditions et c'est toute l'institution des affaires qui s'écroule.» Henry Mintzberg termine en disant que le «Québec possède l'une des économies les plus saines en Amérique du Nord, notamment parce qu'il a su préserver l'équilibre entre les secteurs public, privé et communautaire».



Henry Mintzberg de l'Université McGill rêve-t-il d'un film *Frankenstein* qui serait réalisé par Woody Allen?



Franken-John après sa séance d'hypnose

Ces propos arrivent au moment où se prépare la création d'une économie commune, calquée sur l'Union européenne, réunissant le Canada et les États-Unis. Un gros Frankenstein. Beaucoup d'électricité, de nombreuses séances d'hypnose et un feu de crise qui emporte tout. Cela me rappelle le film *Frankenstein* campé par Boris Karloff. À la fin, le monstre se fait dévorer par le feu en tentant de fuir les villageois qui le pourchassent. Franken-John va-t-il connaître le même destin? En 1994, les tensions dans l'OTS ressemblaient à celles que nous vivons au Québec. On parlait de fraude, de manipulations, d'argent et d'organisations criminelles. La *Lettre des Templiers* (censuré en partie au Québec) laissée en héritage accusait même Robert Bourassa de s'en prendre à l'OTS pour masquer ses propres activités et dénonçait l'Opus Dei, une société secrète catholique qui avait pour membre Claude Ryan, le ministre de la Sécurité publique à l'époque. En 1997, les braises se sont éteintes alors qu'un membre de l'Opus Dei se retrouvait au sein de l'administration d'Hydro Québec. Cinq ans auparavant, en 1992, le journaliste des complots Serge Monast ajoutait son combustible: *Ottawa s'apprêterait à créer une secte pour prendre le contrôle d'Hydro Québec*. Depuis 2003, nous avons Franken-John pour premier ministre, une créature dont la masse corporelle est composée de seulement 24 % de chair d'électeurs si nous compilons les abstentions. Moi je désire connaître la provenance des 76 % qu'il reste. Vais-je avoir ma réponse en 2011? Sincèrement une très bonne année et surtout de la force pour affronter vos monstres.